



QUEL AVENIR POUR LA GAUCHE LATINO ?

Xavier Dupret, économiste ACJJ
& François Reman, porte-parole francophone de la CSC
Juin 2018
26.000 signes

Les maux dont souffrent les démocraties latino-américaines trouvent leur origine dès l'indépendance des nouvelles républiques. Les nouveaux dirigeants affirment, à cette époque, les principes de liberté et d'égalité dans des sociétés intégrant en partie des traits constitutifs du mode de production escalavagiste. Par conséquent, les différences sociales y reposent sur des discriminations ethno-raciales. Les élites locales se montreront, par la suite, peu enclines à partager un pouvoir dont elles se sont estimées naturellement dépositaires.

Au fil du temps, des couches plus modestes de la population ne vont pas se priver de contester cette volonté de maintenir un *statu quo* structurellement inégalitaire. Des forces politiques contestataires répondront à une partie de ces attentes, quitte à mettre en œuvre un nouvel ordre démocratique en rupture avec le libéralisme classique des origines.

Libéralisme élitiste et dynamique d'exclusion

L'ambition démocratique se trouve au fondement même de la marche vers l'indépendance des États latino-américains. Les canons des guerres d'émancipation nationale s'étaient à peine tus que les nouvelles élites définissaient les bases juridiques de ces nouveaux États. Ils ont, pour ce faire, puisé dans le corpus idéologique de la Révolution française et de la Constitution des États-Unis d'Amérique. Les privilèges féodaux de l'ancien régime sont abolis. La séparation des pouvoirs et les libertés civiles sont garanties constitutionnellement. Les nouveaux dirigeants affirment les principes de liberté et d'égalité dans des sociétés fortement stratifiées où les hiérarchies et les inégalités correspondent terme à terme à un racisme institutionnalisé. Ce dernier était, par ailleurs, inhérent à la colonisation du Nouveau Monde.

L'expression réelle de la citoyenneté ne se pose, dès lors, que pour une fraction minoritaire de la population : le propriétaire (le plus souvent créole) sachant lire et écrire. La grande majorité de la population est composée de descendants d'esclaves, de paysans ou d'Indiens qu'on n'imagine même pas associer à l'organisation administrative et politique des nouveaux États indépendants. Le suffrage indirect ou censitaire représente, dans ce contexte, la meilleure garantie du maintien d'un entre-soi oligarchique qui va structurer les premières décennies des indépendances.

Pour les élites, l'équation était la suivante : garantir la démocratie tout en maintenant à distance tout élément menaçant de perturber l'ordre « naturel » (et socialement inégalitaire) des nouvelles républiques. En fait, comme le remarque le politologue français Alain Rouquié, « les constituants des indépendances veulent bénéficier de la légitimité du vote populaire sans courir les risques de l'égalité politique »¹. L'angoisse des nouveaux dirigeants est que les nouvelles nations indépendantes ne tombent dans l'anarchie. Il faut donc établir des institutions légitimes solides et adaptées : Chambre des Représentants d'un côté mais Président à vie et Sénat héréditaire de l'autre. Le but de ce dispositif est de garantir la stabilité mais aussi ne pas compromettre les hiérarchies sociales car au sommet de la pyramide se trouvent les Blancs. « Tout Blanc est noble ou se croit tel » raconte Alexandre Humbolt à son retour de voyage dans les Amériques. Les velléités égalitaristes et libérales ne peuvent pas grand-chose face à trois siècles de pratiques coloniales. « La rigidité et la nature ethnique des structures sociales, la concentration de la propriété et le faible empire de la loi sont autant de caractéristiques des sociétés coloniales, que la générosité rhétorique des révolutions d'indépendance n'a nullement abolies. » souligne Alain Rouquié².

Le concept de race sera donc naturellement mobilisé comme instrument de domination sociale par des élites pour lesquelles il existe des inégalités naturelles d'ordre biologique entre les personnes. Le sociologue péruvien Anibal Quijano sera un des premiers à se pencher sur cette « colonialité » du pouvoir comme étant un facteur d'explication des stratifications sociales en Amérique latine. « Le complexe raciste/ethniste fait partie du fondement même de ce pouvoir. Bien que ce complexe soit aujourd'hui confronté aux idéologies et aux législations modernes

¹ Rouquié, Alain, *A l'ombre des dictatures, les démocraties en Amérique latine*, Albin Michel, 2010, p7.

² Rouquié, Alain, *op.cit*, p38

(...), il n'a cessé d'agir depuis le XVI^{ème} siècle, dans le lieu même de toutes les relations de pouvoir³»

Ce libéralisme élitiste qui trouve son origine dans les indépendances des républiques latino-américaines ne cessera donc jamais vraiment d'imprégner le champ du politique en Amérique latine. Le président chilien Diego Portales a utilisé dans un texte de 1832⁴ la métaphore du « poids de la nuit » pour désigner le *statu quo* oligarchique, garant de la tranquillité publique. Dans ce même texte, Portales reproche également à la masse des citoyens de manquer de subtilité, d'habileté, de délicatesse et d'être paresseuse. Cette représentation structure l'imaginaire des oligarchies locales et s'avère toujours porteuse de sens près de trois siècles plus tard. C'est ainsi que la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) s'est demandée, dans les années 1990, si les inégalités dans la région étaient seulement la conséquence de crises conjoncturelles ou si, au contraire, elles constituaient une caractéristique structurelle propre au modèle d'accumulation local.

Oligarchie, panaméricanisme, prospérité et populisme

Comme nous l'avons vu auparavant, l'entrée de l'Amérique latine dans l'ère moderne trouve ses prémices dans les guerres d'indépendance. Ce processus se consolide grâce à un facteur externe : la demande européenne et nord-américaine de matières premières dont l'Amérique latine se trouve être bien dotée. « Les pays qui, les premiers, parviennent à stabiliser leur vie politique sont les mieux placés pour répondre à la demande⁵ » écrit Olivier Dabène. Qu'il s'agisse de produits agricoles de base (viande et blé au départ de l'Argentine et de l'Uruguay), agricoles tropicaux (café, bananes en provenance du Brésil, de la Colombie, d'Amérique centrale ou d'Equateur) ou de minerais (Mexique, Chili, Pérou, Bolivie), les recettes tirées des exportations alimentent les caisses de l'Etat et consolident les dirigeants en place.

La pénétration des capitaux étrangers ne s'opère toutefois pas de la même manière en fonction des pays. Pour ceux qui exportent des produits agricoles comme l'Argentine ou l'Uruguay, les activités d'exportation restent aux mains de la bourgeoisie nationale. Concernant l'exportation des produits tropicaux comme le café, cette filière permettra un début d'industrialisation, les procédés de lavage, triage et séchage ne pouvant pas être importés d'Europe.

Par contre, dans les économies d'enclaves d'Amérique centrale, les productions échappent totalement au contrôle des oligarchies locales de ces républiques bananières. Il en va de même pour les pays exportateurs de minerais.

Cette capacité exportatrice va faire entrer l'Amérique latine dans la modernité et transformera les sociétés et leur cadre démocratique. La population est multipliée par deux entre 1850 et 1900 en raison d'une immigration européenne massive.

³ Quijano, Anibal, *Colonialité du pouvoir en Amérique latine*, Url : <http://www.multitudes.net/Colonialite-du-pouvoir-et/>, Date de consultation : 26 juin 2018.

⁴ Diego Portales, *Carta a Joaquín Tocornal*, 16 de julio de 1832.

⁵ Dabène, Olivier, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, 8^e édition, Armand Colin, Paris, 2016

Les oligarchies en place s'assurent, en n'octroyant pas automatiquement la nationalité aux nouveaux migrants, que cette pression démographique ne menace pas leurs privilèges. En revanche, les nouveaux arrivants sont porteurs de traditions de mobilisations sociales et de luttes ouvrières qui, chemin faisant, finissent par menacer l'ordre politique oligarchique. Ce phénomène va de pair avec un mouvement d'urbanisation sans précédent, ce qui fait dire à Olivier Dabène que « l'apparition de couches sociales moyennes urbaines est un phénomène sociopolitique majeur qui explique l'évolution de bien des régimes politiques dans ces années-là, les recettes traditionnelles de contrôle social utilisées par les caudillos ruraux ne pouvant plus s'appliquer aux masses urbaines⁶».

Libéralisme élitiste et partage du pouvoir

Dès lors, va se poser à cette époque la question pour les systèmes politiques latino-américains de la gouvernabilité. Le politologue Manuel Alcantara définit cette dernière comme « la situation dans laquelle est réuni un ensemble de conditions favorables à l'action d'un gouvernement, ces dernières pouvant se situer dans l'environnement de ce dernier ou résulter de son action »⁷. Ces années voient également les oligarchies postcoloniales se maintenir au pouvoir en brimant le mouvement ouvrier naissant tout en s'appuyant sur les réseaux clientélistes semi-féodaux des campagnes.

Par la suite, la crise des années 1930 va modifier de fond en comble l'environnement des gouvernements latinoaméricains. La chute de l'activité industrielle dans les métropoles européennes et états-unienne après le krach de 1929 va induire une diminution des exportations de matières premières. Subséquemment, un projet de développement industriel par substitution des importations prendra corps à la fin de cette décennie charnière en Amérique latine. Cette réorientation va produire une fissure dans le pacte oligarchique des sociétés latinoaméricaines en favorisant l'exode rural ainsi que l'augmentation des effectifs salariés dans l'industrie. Cette recomposition des structures productives locales débouchera sur l'institutionnalisation de régimes d' « autocratie électorale » ou de « démocratie hégémonique » comme les nomme Alain Rouquié dans son essai intitulé « Le siècle de Perón ». « L'autocratie est un pouvoir personnel qui n'est limité par aucun contre-pouvoir et qui n'agit sous aucun contrôle (ni parti ni assemblées) » écrit Rouquié. « À ceci près, qu'il tire son autorité absolue du suffrage universel et doit s'y soumettre. Un régime d'origine démocratique peut tendre vers l'hégémonie (qui exclurait totalement les oppositions) mais ne peut parvenir néanmoins à une domination totale sans se transformer en une dictature qui saperait sa légitimité issue précisément de la transcendance représentative et de la souveraineté populaire⁸».

De tels régimes arrivent donc au pouvoir par des élections et, petit à petit, finissent par devenir hégémoniques en rognant les institutions et les contre-pouvoirs. Un certain nombre de réformes visent à contrôler la justice ou les médias. Ces nouveaux régimes mettent en œuvre des politiques sociales redistributives et s'évertuent par la même occasion à garder le pouvoir au nom de la

⁶ Dabène, Olivier, op.cit, p.25.

⁷ Alcantara, Manuel, De la gobernabilidad. América Latina in *América Latina Hoy* 8(8), janvier 1994.

⁸ Rouquié, Alain, *Le siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques*, Seuil, Paris, 2016.

majorité tout en relativisant la séparation des pouvoirs. Cette dernière n'était, de toute manière, garantie que très théoriquement par le libéralisme politique des pères fondateurs.

Dans les régimes hégémoniques, la démocratie se réduit pour l'essentiel aux consultations électorales. Celles-ci sont pluralistes et libres. Des deux piliers des systèmes représentatifs, consultations électorales et libertés individuelles, seules les premières sont maintenues voire développées par l'élargissement de la base électorale des nouveaux régimes plébéiens. Quant aux secondes, elles sont perpétuellement menacées et remises en question par des gouvernements qui tolèrent mal ou pas du tout les contre-pouvoirs et les institutions indépendantes. Ces autocraties électives sont de nature éminemment plébiscitaire. Toutes les démocraties hégémoniques présentent des conditions d'émergence à peu près identiques en Amérique (dite) latine. Elles naissent dans des moments de malaise social généralisé contre des gouvernements à la fois impopulaires et inefficaces mais se développent à la faveur d'une amélioration de la conjoncture permettant d'envisager une meilleure redistribution de la rente.

Paradoxes

Lorsque l'Argentine, en proie à une crise de la dette (extérieure) sans précédent dans l'histoire du pays, voit se succéder, quatre présidents à la tête de l'Etat entre décembre 2001 et mai 2003, on comprend vite en quoi l'émergence de la démocratie hégémonique a un rapport avec l'instabilité récurrente de certains pays. Or, cette dernière renvoie à un mode d'insertion particulier dans l'économie-monde.

En effet, les expériences de refondation dans un sens hégémonique de la démocratie libérale ont été, jusqu'ici, le fait de pays exportateurs de matières premières soumis à l'extrême volatilité des marchés internationaux. Les retournements de conjoncture s'avèrent, d'expérience, particulièrement brutaux dans des économies rentières ne se caractérisant pas par des gains de productivité impulsés par un appareil industriel innovant. De ce point de vue, il est important de constater, avec Rouquié, qu'en Amérique (en partie) latine, « le populisme est enfant de la prospérité »⁹. Dans cette optique, ce n'est pas la crise qui engendre le populisme. Au contraire, on pourrait fort schématiquement repérer une tendance à la démocratie hégémonique au départ d'une phase de bonne conjoncture succédant à des temps de crise. Les formules de démocratie hégémonique sont donc, à en croire Rouquié, la traduction de revendications visant à une redistribution plus équitable de la richesse résultant d'une amélioration plus ou moins temporaire du cours des matières premières.

Le populisme dont il est ici question fait moins référence aux qualificatifs régulièrement utilisés à des fins polémiques dans certains médias qu'aux travaux d'Ernesto Laclau¹⁰. L'intérêt de ces derniers consiste à démontrer que le populisme, à travers l'appel permanent au peuple contre les oligarchies, vise « à partir d'une variété de demandes sociales insatisfaites, [à former] une chaîne d'équivalence qui permet de les unifier en un mouvement et leur donner un débouché politique ».¹¹

⁹ Rouquié, Alain, op.cit, p.84.

¹⁰ Laclau, Ernesto, *La Raison populiste*, Paris, Seuil, 2008

¹¹ Monod, J-C, *La force du populisme. Une analyse philosophique* in *Esprit* (2009/1), p.44

L'Amérique latine a connu d'importantes transformations sociétales au cours des 15-20 dernières années. Ces modifications correspondent, pour l'essentiel, à la diminution du taux de natalité, la montée de l'émancipation individuelle ainsi que l'insertion des milieux populaires dans la consommation de masse. Or, ces années sont contemporaines de la montée des démocraties hégémoniques et des populismes latinos.

En revanche, l'actuel retour au pouvoir de partisans de modèles républicains oligarchiques voit, au contraire, la multiplication de sérieuses atteintes à de nouveaux droits sociaux mais aussi sociétaux. Que l'on songe, par exemple, à la lettre de réprobation publique du Conseil national indigène d'Argentine adressée au président Macri, reprochant à ce dernier la répression et la persécution de dirigeants et militants de diverses organisations autochtones¹². Au Brésil, le retour des droites antipopulistes a été caractérisé par une remise en cause radicale des droits de la communauté LGBT.

Nous naviguons de paradoxe en paradoxe puisque nous trouvons des partisans de Montesquieu et des Lumières remettre en cause des libertés individuelles alors que globalement, ces dernières étaient plutôt protégées par des démocraties hégémoniques supposées plus autoritaires. Avançons une hypothèse en guise d'explication.

Double démocratie ?

Il existe peut-être deux projets démocratiques distincts lovés au cœur des sociétés sud-américaines. D'un côté, celle des élites blanches et bien pourvues en capital symbolique, économique et culturel. De l'autre, celle des milieux populaires moins blancs voire carrément noirs ou amérindiens.

Historiquement, on retiendra que le premier populisme latino arrivant au pouvoir est le péronisme qui a érigé, entre 1945 et 1955, une formule de démocratie hégémonique en Argentine. Or, la base sociale du péronisme a résidé principalement dans la masse ouvrière en provenance de l'intérieur du pays dont les origines souvent métissées faisaient l'objet du sobriquet injurieux de *cabecitas negras* (traduction : petites têtes noires).

Le prisme dual de l'hypothèse précédemment énoncée se traduit dans la région par le niveau impressionnant des coefficients de Gini¹³. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Sur les 20 sociétés les plus inégalitaires de la planète, 8 se trouvaient, en 2017, en Amérique latine. Les 12 autres étaient situées en Afrique. L'analyse des statistiques disponibles relatives aux inégalités dans la région permet de retracer les tendances suivantes pour les grands pays de la zone. En Argentine, on note une explosion des inégalités entre le milieu des années 1990 et le

¹² Carta A Macri. Del Consejo Nacional Indígena de Argentina, 12 janvier 2018, URL: <http://ojarasca.jornada.com.mx/2018/01/12/carta-a-macri-del-consejo-nacional-indigena-de-argentina-6749.html>. Date de consultation ; 16 juin 2018.

¹³ Le coefficient de Gini caractérise le niveau d'inégalités de revenus au sein d'une société. Il est toujours compris entre 0 et 1. Un coefficient de Gini égal à zéro désigne une situation d'égalité parfaite. S'il équivaut à 1, le coefficient de Gini renvoie à une répartition absolument inégalitaire des richesses où une seule personne s'accaparerait l'entièreté de la richesse d'un pays.

début des années 2000. C'est ainsi que le coefficient de Gini y est passé de 0,46 en 1994 à 0,538 en 2002. La décennie populiste, qui commence dès cette époque avec le retour des péronistes au pouvoir, verra le coefficient de Gini diminuer de manière ininterrompue jusqu'en 2013. Cette année-là, il va atteindre un plus-bas historique de 0,41. Du jamais vu depuis 1986. En ce qui concerne le Brésil, on repère un mouvement plus impressionnant encore puisque le coefficient de Gini de ce pays était de 0,6 en 1991. Jusqu'au début des années 2000, il a toujours tourné autour des 0,59. En 2007, au terme du premier mandat de quatre ans de Lula, il était passé sous la barre des 0,55. Cela ne s'était jamais observé depuis le début des années 1980 (les bases de données de la Banque Mondiale ne permettent de remonter que jusque 1981 dans le cas du Brésil)¹⁴. La baisse du coefficient de Gini et des inégalités va continuer durant toutes les années d'occupation du pouvoir par le Parti des Travailleurs (PT).

Cela dit, même après une bonne décennie de pouvoirs populistes au sens laclausien du terme, les scores des coefficients de Gini restent, dans la région, systématiquement supérieurs à 0,40. Ce niveau d'inégalités correspondrait à l'émergence de troubles sociaux dans un pays, d'après certains économistes¹⁵. C'est peu dire que la polarisation structurelle des sociétés latinoaméricaines reste potentiellement productrice de tensions déstabilisantes. La concurrence de deux projets démocratiques distincts relève donc *in fine* d'une forme de décolonisation incomplète. Les élites blanches traditionnelles misent sur un modèle démocratique libéral classique qui vise à protéger les libertés individuelles et à limiter le plus possible la sphère d'action de l'Etat aux seuls pouvoirs régaliens. Pour leur part, les classes populaires, comme dans d'autres contextes postcoloniaux, estiment que la démocratie est davantage une affaire d'accès à certains biens de consommation, à l'éducation, à la santé et au développement.

En Amérique latine, la démocratie hégémonique affronte donc en permanence le républicanisme oligarchique. La synthèse entre ces deux projets antagoniques reste d'autant plus problématique qu'il arrive régulièrement au républicanisme oligarchique de faire appel à la réaction la plus virulente pour contrer les prétentions hégémoniques de la plèbe. Le recours aux armées tout au long du XX^{ème} siècle en témoigne de manière particulièrement éloquente. A ce sujet, une variante davantage symbolique de cette violence de masse semble particulièrement active, de nos jours, au Brésil à travers divers courants évangéliques proches de la droite de retour au pouvoir. L'évangélisme fonctionne, dans ce contexte, comme un outil de colonisation intérieure et de prosélytisme missionnaire visant à inculquer aux milieux populaires afro-brésiliens l'éthique protestante du capitalisme.

On observera enfin que les ressorts symboliques du républicanisme oligarchique ne laissent guère augurer d'un rapprochement avec les cahiers de revendications plébéiens. Il y a 6 mois, le président Macri (Argentine), alors qu'il assistait au Forum Mondial de Davos, assurait à ses interlocuteurs qu'« en Amérique du Sud, nous sommes tous des descendants d'Européens »¹⁶. Pas de chance pour les *cabecitas negras* du cru.

¹⁴ Banque Mondiale, base de données, juin 2018.

¹⁵ Notamment Lipietz, Alain, *La société en sablier*, Ed. La Découverte, Paris, 1996, p. 202 et passim.

¹⁶ Diario Perfil, édition mise en ligne du 26 janvier 2018.

De plus, les économies de l'Amérique (dite) latine se sont reprimarisées au cours des vingt dernières années. A cet égard, la remontée de mouvements populistes forts, au cours des années 2000, n'a pas annulé la dépendance à la rente issue de l'exploitation des matières premières. Au contraire, le cours de ces dernières a connu une progression importante en raison de la croissance en Chine à cette époque. Aussi les modèles de démocratie hégémonique ont-ils connu un grand succès. Actuellement, les prix des matières premières ne risquent pas de redécoller en raison de la réorientation du modèle de croissance chinois vers son marché intérieur. Cette tendance est très nette depuis 2014. La rente offre donc moins de possibilités de redistribution.

Dès lors, on ne prendra pas trop de risques en pariant sur une difficulté des gauches à mobiliser dans un avenir immédiat les catégories moyennes de revenus. Celles-ci n'hésiteront pas à faire alliance avec le bloc oligarchique républicain. Cette reconfiguration des rapports de forces sociopolitiques vise évidemment à faire payer la crise aux couches plus vulnérables de la population. Ce ne serait pas une première dans l'histoire du continent.

Cela ne signifie pas, pour autant, que les progressistes ne disposent d'aucune arme pour contrer la remontée des droites dans certains pays de la région. Il nous semble que c'est moins la thématique du partage de la rente qui, dans cette conjoncture particulière, devra être investie par la gauche que la capacité de cette dernière à incarner une bonne gestion de la chose publique. Par exemple, après deux années de gouvernement Macri dont l'orientation néolibérale est absolument évidente, le peso argentin a perdu plus de 50% de sa valeur face au billet vert. A ce sujet, le récent accord conclu entre Buenos Aires et le FMI n'a pas vraiment amélioré la situation¹⁷. En outre, le taux de croissance du Brésil pourrait bien être anémique au cours de la prochaine décennie et aucun projet cohérent de diversification productive n'a, jusqu'à présent, été formulé par l'administration Temer.

Il reste donc des opportunités pour la gauche si elle veut miser sur son profil de « gestionnaire responsable » mais cette stratégie est-elle, dans le fond, compatible avec la geste populiste ? Seul l'avenir le dira...

¹⁷ *Ámbito Financiero*, édition mise en ligne du 28 juin 2018.